



FÉDÉRATION DES CONSEILS DE PARENTS D'ÉLÈVES DES ÉCOLES PUBLIQUES Département de la Sarthe

Déclaration liminaire pour le C.D.E.N. du 19 fév. 2024 - FCPE SARTHE

Le Mans, le 19 février 2024

A la FCPE Sarthe, fédération des représentants de parents d'élèves en Sarthe, nous souhaitons saluer le travail collectif de Madame la Directrice Académique et des services de la Direction des Services de l'Éducation Nationale en Sarthe. Il est évident, néanmoins, que nous tenons à répéter cette année encore qu'avec de telles heures étriquées, il est impossible de répartir des postes. Avec si peu de postes, il est impossible de monter une carte scolaire saine malgré le travail certain des services.

Dans un premier temps, nous souhaitons parler d'école en ce CDEN et être les plus honnêtes possibles sur nos besoins d'une école publique et laïque. L'actualité nous pousse à faire quelques rappels sur nos valeurs. Ce n'est pas, pour nous, une vision académique ou de tel ou tel courant de pensée. Ici, il s'agit de dire clairement non, non à ce qu'il y a de plus inacceptable dans certains choix. On ne peut faire le choix de ce que certains veulent volontairement nommée « l'école libre ». La seule école émancipatrice est laïque, publique et mixte. Faire le choix, en 2024 de fermer des classes, de perdre des postes à l'éducation exsangue c'est faire le choix de sortir des élèves de l'Éducation Nationale sans diplôme. C'est exclure. Il s'agit de faire ce choix aujourd'hui : voulons nous appartenir à ceux qui regarderont les enfants vous dire « c'est vous qui avez détruit mon école publique, c'est vous qui avez tué toute mixité et diversité qui mélange les enfants venant de tous horizons » ? Nous ne ferons jamais partie de ces fossoyeurs.

Souvenons-nous de la rectrice de Toulouse qui avait démissionné suite à l'annonce de la suppression de quelques 200 postes dans les collèges et lycées de sa région académique pour la rentrée 2005-2006. Le Président a donné sa confiance à un gouvernement qui souhaitait supprimer 1709 postes cette année. Sincèrement, il est temps d'appeler tous à la cohérence. Expliquons tout de suite à la tête de l'Etat et du Ministère que 92 postes sont menacés dans l'académie de Nantes. Mme Belloubet doit le savoir. La FCPE Sarthe sera cohérente, elle demande la fin des opportunités carriéristes et elle souhaite le début du respect de notre école publique, laïque et républicaine (pour rappeler les propos du Ministre Jean Zay).

Peut-être pourrions-nous nous interroger sur la situation de l'école aujourd'hui ? Très sincèrement, nous pensons que ce qui se passe en Sarthe est un compendium de ce qui va mal. Le travail de sectorisation dans les collèges a représenté une attaque à la mixité, un oubli de toute concertation organisée, et nous avons prévenu de cela, dans cette même instance, il a plus d'un an. Quel gâchis ! Quel temps perdu ! Quel argent public donné à un organisme privé de consultation ! Et comme beaucoup de décisions qui se jouent ici, dans cette chambre consultative, nous devenons de plus en plus une chambre funéraire de l'école, la vraie école !

Parlons des attaques successives faites à l'école publique et laïque. Jamais il ne nous sera possible d'oublier les frasques et agitations depuis des années au Ministère de l'Éducation Nationale. Arrêtez la saignée ! 17% est la part du privé. Vous voulez poursuivre en ce sens ? La part des familles favorisées dans le privé a pris près de 14 points entre 2000 et 2021 selon la Cour des Comptes. Encore une attaque à la mixité ! La réforme du Baccalauréat Général a accompagné le privé même si cette réforme est aujourd'hui détricotée tous les 6 mois car tous les défauts que nous avons alors détaillés ont enfin été observés par le Ministère. Pour revenir à cette quête d'instabilité pour favoriser l'école de l'argent, regardons que depuis l'obligation de scolarisation à l'âge de 3 ans, l'unique situation née est le financement de l'école privée. Quelle avancée sociale ! Entre temps, ces décisions ont plutôt été mises en parallèle avec une moins grande scolarisation des enfants de 2 ans. Et n'oublions pas l'honteuse hypocrisie de financer l'école privée avec de l'argent public alors qu'on rend l'école obligatoire et on n'élargit pas l'allocation de rentrée scolaire aux parents ayant des enfants de 3, 4 et 5 ans. Arrêtons ici cette liste honteuse mais les sujets abordés en CDEN doivent prendre un tout autre angle.

Cette carte scolaire est pour nous, également, une source d'inquiétude. 40 classes fermées ! Nous souhaitons le dire, nous ne laisserons jamais croire que ces fermetures sont légitimes. Il existe toujours des cas particuliers de fermeture compréhensible pour des raisons démographiques mais nous le savons bien, la majorité des fermetures proposées ici ne sont pas légitimes. Si nous souhaitons parler sérieusement de décision légitime, il serait convaincant de regarder la réalité. Le niveau moyen des IPS en Pays de Loire est de 106. Combien d'école doivent fermées avec un IPS inférieur ? Pour rappel, avec 10 points d'IPS inférieur à cette moyenne, un enfant à 18.5% moins de chance d'être en 2de GT que ses camarades

dont l'IPS est au niveau de la moyenne. Au DNB, au Baccalauréat, nos chiffres sont inquiétants en Sarthe. Avec un IPS de 96, en Pays de Loire, il y a 10% d'élève en moins qui passe en Seconde Générale et Technologique, soit près de 20 points de moins que pour un élève dont l'IPS est plus élevé (à partir de 117).

Alors, oui, nous entendrons encore que nous avons de la chance en Sarthe. On a sauvé plus de postes qu'ailleurs. On a plus de ceci ou de cela. On a un e/c supérieur ou je ne sais quel argument doré mais à la FCPE Sarthe nous souhaitons vous parler de la réalité. L'école publique doit être le modèle. Nous le disons clairement à toutes les écoles qui doutent, à ces parents qui se demandent s'ils ne sont pas trop gourmands à vouloir garder une classe ouverte. Mais, il est parfaitement légitime de dire que dans les 22 pays de l'Union Européenne membres de l'OCDE, il y a une moyenne de 19 élèves par classe à l'école élémentaire et 21 élèves au collège. C'est la France qui présente la taille moyenne de classe la plus élevée à l'école élémentaire, avec 22 élèves par classe. Au collège, c'est à nouveau en France où les classes sont les plus chargées, en moyenne avec 26 élèves.

Si nous souhaitons parler de chiffre, parlons ainsi des chiffres, avec des réalités nettes. La Sarthe mérite qu'on s'occupe d'elle tout particulièrement et la France mérite enfin un engagement de l'Etat dans ses établissements. On a souvent entendu, ici, que l'école allait mieux, que les résultats des évaluations nationales montraient que nous rattrapions notre retard et que les réformes de ces dernières années avaient porté fruit. Et enfin que la FCPE n'avait été que de grands criards contre ces réformes et que les résultats prouvaient la réussite de ces décisions. Et voilà que PISA nous rappelle à l'ordre. Alors, soyons modestes et honnêtes, mesdames et messieurs, membres du CDEN, notre école a besoin de nous et ce ne sont pas ces décisions qui feront du bien à nos écoles.

Cette carte scolaire poursuit le travail défendu par Monsieur le Président de la République dans son réarmement. C'est quoi le réarmement scolaire alors d'aujourd'hui ? En Sarthe, c'est fermer des écoles en milieu rural, c'est créer des RPI qui ensuite ferment des classes alors que ce milieu rural est exsangue. En Sarthe, il s'agit de retirer tout type de rééquilibrage que pourrait donner l'Education Nationale à certaines écoles qui n'ont pas la dénomination REP ou REP+. Aujourd'hui, dans ces écoles-là, on ferme encore des classes. Et là où touche peut-être au plus insupportable, on a signé un CLA avec une école dans laquelle on ferme une classe maintenant. Quel contrat dans le monde peut ouvrir les portes à une partie ayant signé celui-ci et qui ensuite vous dirait « OK vous faites ça mais nous on n'applique pas notre contrat ». Sincèrement, chers membres du CDEN, il faut le dire, cette proposition était une gifle à toute vision de respect des engagements de l'Etat.

A la FCPE Sarthe nous demandons de garantir pleinement le principe de moins d'élèves par classe. Il faut constituer en parallèle une brigade à long terme et ne plus considérer cette brigade de remplaçants comme une variable d'ajustement. Il faut écouter le terrain. Le terrain remonte ces besoins de remplacements et le second degré montre bien qu'on ne peut pas abandonner les enfants sans accompagnement. L'accompagnement c'est aussi garantir un RASED solide. On nous dira, une fois encore, une fois de trop peut-être ? que la Sarthe est bien lotie en RASED, qu'on ne solutionne pas tout en dehors de la classe. Nous, nous pensons réellement que ce dispositif n'est pas utilisé à la hauteur des besoins.

Les annonces ici montrent que nous avons souvent eu raison d'alerter. Nous ne souhaiterions pas être des oracles mais il est certain que sur de nombreux sujets que nous avons annoncés, les décisions ont été vues comme logique avec le temps. Nous disons « Attention de ne pas donner de place supplémentaire au privé ». La situation a tristement eu un écho ces derniers mois. Nous appelions à « pérenniser les écoles et les enseignants en place ». Ce respect des personnels est essentiel et nous avons raison de le rappeler. Et enfin, nous invitons au « dialogue ». Sur la sectorisation, le dialogue n'a pas eu lieu à la hauteur de ce que nous défendions.

Les parents d'élèves vous interpellent, écoutez nos retours de terrain, l'école doit être défendue et aujourd'hui nous serons face à une présentation qui s'approche plus d'une attaque.

En résumé, nous souhaiterions rappeler les propos de Mme Nicole Belloubet en 2016. Arrêtons « les fariboles sur la restauration de l'autorité ou le port de la blouse » ! Refusons « les contempteurs de la situation actuelle [qui] sont obligés de se saisir de prétextes ou de fuir le service public pour rejoindre l'entre-soi des classes homogènes dans l'enseignement privé » ! Et rappelons que « la nation doit choisir de hisser, a minima, la France dans la moyenne européenne ». C'est un réel pari et non pas des paroles d'un autre temps !

Les représentants des parents d'élèves,
Pour la F.C.P.E. Sarthe au C.D.E.N.